



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE  
DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE

**DIRECTION DE LA PRÉVISION** SOUS-DIRECTION DES SYNTHÈSES MACROÉCONOMIQUES ET Paris, le 13 février 2001  
FINNACIERES BUREAU DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE 139, RUE DE BERCY - TÉLÉDOC 679  
75572 PARIS CEDEX 12

Référence : A2 2001-007 Sandrine Duchêne

## Projections de croissance à l'horizon 2040

*Dans le cadre des travaux menés au sein du groupe « projections financières » du Conseil d'Orientation des retraites, la Direction de la Prévision s'est livrée à un exercice d'actualisation de ses scénarios macroéconomiques. Le scénario de base repose sur deux types de considérations :*

- *La croissance potentielle de long terme, fondée sur le rythme de progression des ressources en main d'œuvre et du progrès technique, s'élève à 2,3% par an actuellement. Elle déclinerait progressivement, à progrès technique donné, sous l'effet du vieillissement démographique pour ne pas dépasser 1,5% sur la période 2010-2040 ;*
- *D'ici 2010, une accumulation du capital toujours très vigoureuse et le retour au plein emploi permettraient de stimuler notre potentiel d'offre au-delà de ce qu'autorisent les évolutions démographiques et technologiques. La croissance potentielle pourrait ainsi atteindre 3% d'ici 2005 ; 2,5% entre 2005 et 2010.*

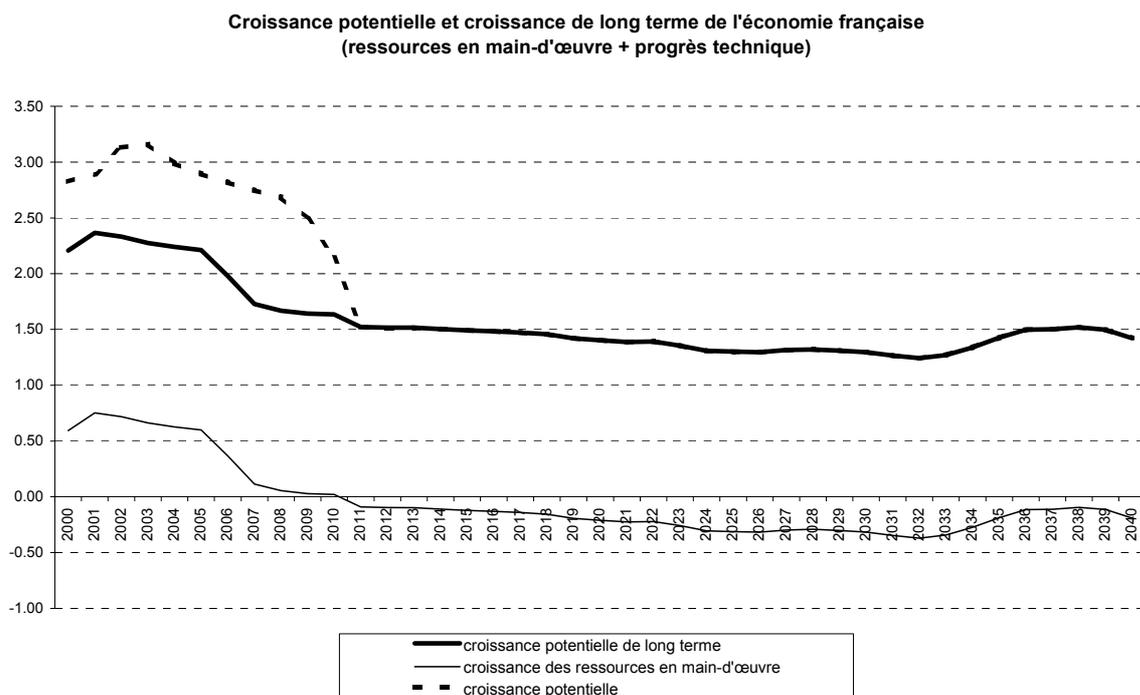
*Après 2010, une fois le chômage structurel résorbé et notre retard d'investissement comblé, nous ne disposerions plus de « réserves de croissance » aisément mobilisables : il est difficile d'envisager en effet que les taux d'investissement et d'activité puissent croître continument. Une croissance potentielle plus dynamique supposerait alors nécessairement une rupture durable du rythme de progrès technique.*

## 1 - Les perspectives de croissance de long terme de l'économie française sont contraintes par l'évolution des ressources en main d'œuvre et du progrès technique.

A très long terme, la croissance potentielle est contrainte par la progression du progrès technique et de la population active, qui constituent alors la seule ressource rare de l'économie. A cet horizon, le capital est pour sa part infiniment accumulable et vient donc s'ajuster aux besoins de la main d'œuvre et de la technologie.

Sur cette base, notre croissance potentielle de long terme s'établit aujourd'hui autour de 2 ¼ en rythme annuel, sur la base d'un rythme de progrès technique de 1,6% par an et d'une croissance des ressources en main d'œuvre de 0,7% par an. A rythme de progrès technique constant, nos perspectives de croissance potentielle ont vocation à décliner tendanciellement à mesure que la croissance des ressources démographiques se tarit et fait place à une baisse de la population active à partir de 2010.

Graphique 1



*Sur un horizon de plus court terme, en revanche, la croissance potentielle peut être transitoirement stimulée par une augmentation des taux d'investissement ou d'emploi* : une intensification de l'effort d'investissement, induit, par exemple, par le rattrapage d'un retard en nouvelles technologies, ou une augmentation du taux d'emploi de la population -qu'elle passe par une baisse du chômage structurel ou une hausse des taux d'activité-, sont susceptibles de stimuler la croissance potentielle au-delà de son rythme de croisière de long terme. Cependant ces mouvements ne peuvent se prolonger indéfiniment : une baisse du chômage structurel stimule de manière permanente le niveau du PIB potentiel, mais n'a qu'un effet transitoire

sur le taux de croissance. Cet effet par construction se dissipe une fois que le chômage se stabilise, même à un niveau faible.

Ces différents facteurs de croissance ne sont pas forcément indépendants les uns des autres. Un taux d'accumulation du capital élevé favorise la diffusion des innovations technologiques et alimente à terme des gains de productivité accrus. De même, une baisse du chômage exerce des effets d'appel sur la population inactive et favorise le retour de certaines catégories sur le marché du travail : jeunes, travailleurs les plus âgés ...

## **2 - Un scénario de retour au plein emploi et de forte accumulation du capital à l'horizon de 2010 ; des perspectives de croissance très modérées ensuite.**

Le scénario macroéconomique de base retenu par la Direction de la Prévision présente des évolutions très contrastées :

- Les perspectives de croissance potentielle resteraient favorables jusqu'en 2010, si notre économie parvient à atteindre le plein-emploi tout en continuant d'accumuler du capital au-delà de ce qu'appelle la croissance des ressources en main d'œuvre et le progrès technique.
- A partir de 2010 en revanche une forte inflexion du potentiel de croissance se manifesterait, les réserves de croissance disponibles étant désormais épuisées.

### ***a) 2000-2010 : une trajectoire vers le « plein emploi »***

Le dynamisme de la demande depuis 4 ans, ainsi que les effets de la réduction du temps de travail en 2000 ont accéléré la diminution du chômage, si bien qu'en 2001, la composante conjoncturelle du chômage semble résorbée. En témoigne notamment l'accentuation des difficultés de recrutement. Dans le même temps, l'incidence favorable des baisses de prélèvements récemment décidées permettent d'escompter une poursuite de la baisse du chômage « structurel » en-deçà des 9% sur lequel reposait l'un des deux scénarios macroéconomiques retenus dans le rapport « Charpin ».

Dans ces conditions, l'objectif de plein emploi dans l'économie française ne paraît désormais pas hors de portée. ***Le scénario proposé par la Direction de la Prévision suppose une baisse du chômage, vers 4,5% à l'horizon de 2010.*** Il convient cependant de souligner trois points :

- les baisses de chômage seront sans doute plus difficiles à obtenir. La baisse récente correspond en effet pour une large part à la résorption du chômage conjoncturel, accumulé du fait de l'insuffisance de demande au cours de la décennie quatre-vingt-dix ;
- il est difficile d'envisager ***une baisse spontanée du chômage « structurel »*** vers 4,5%, même si les mesures déjà prises continueront d'exercer une influence favorable au cours des années à venir ;
- Il convient également de souligner que toute mesure dégradant la rentabilité des entreprises pourrait remettre en cause le dynamisme de l'investissement sur lequel repose le scénario d'élargissement de la croissance potentielle.

***Le scénario de base s'appuie sur une croissance dynamique des ressources en main-d'œuvre à l'horizon de 2010 qui résulteraient :***

- D'évolutions « spontanées » de la population active favorables jusqu'en 2005-2006 ; celles-ci découlent des projections de population active de l'INSEE (*cf. encadré*). Ainsi, la population active se stabiliserait durant la

seconde moitié de la décennie, pour décroître à partir de 2010 (cf. graphique 2).

- D'une hausse des taux d'activité aux deux extrémités de la vie active ; en effet, le contexte de forte baisse du chômage serait propice au retour ou au maintien de certaines catégories de la population sur le marché du travail : travailleurs les plus âgés, avec l'extinction progressive des dispositifs de cessation anticipée de l'activité (on compte actuellement près de 500 000 préretraités et dispensés de recherche d'emploi) ; jeunes, avec le développement du cumul emploi/études.

Au total, la population active s'accroîtrait encore de près de deux millions de personnes entre 2000 et 2010 . L'augmentation du taux d'activité induite, de l'ordre de 1,5 points, cumulée à la baisse du chômage d'environ 5 points, conduirait à rapprocher l'économie française de ***l'objectif défini à Lisbonne en 2000, d'un taux d'emploi de 70% des 15-64 ans à l'horizon 2010*** (le taux d'emploi est actuellement de l'ordre de 60%).

***Le dynamisme de la population active contribuerait ainsi pour près d'un point à la croissance entre 2000 et 2005, pour un demi point entre 2005 et 2010.***

#### **Encadré. Projections de population active.**

Différents concepts de population active peuvent être recensés : au sens du BIT, du recensement, de la Comptabilité Nationale... Le concept BIT (et celui de la Comptabilité Nationale qui en est proche) consiste en une approche objective, en termes de contribution à la production (il additionne l'emploi et le chômage). Le concept recensement, d'origine déclarative, est plus large : il permet de cerner les contours d'une population active « potentielle ».

Les projections effectuées par l'INSEE s'appuient sur le concept de population active au sens du recensement. L'INSEE effectue un certain nombre de retraitements, en réintégrant par exemple à la population active les préretraités et dispensés de recherche d'emploi. Cette projection constitue probablement « l'enveloppe » de la population active effective, c'est-à-dire un majorant.

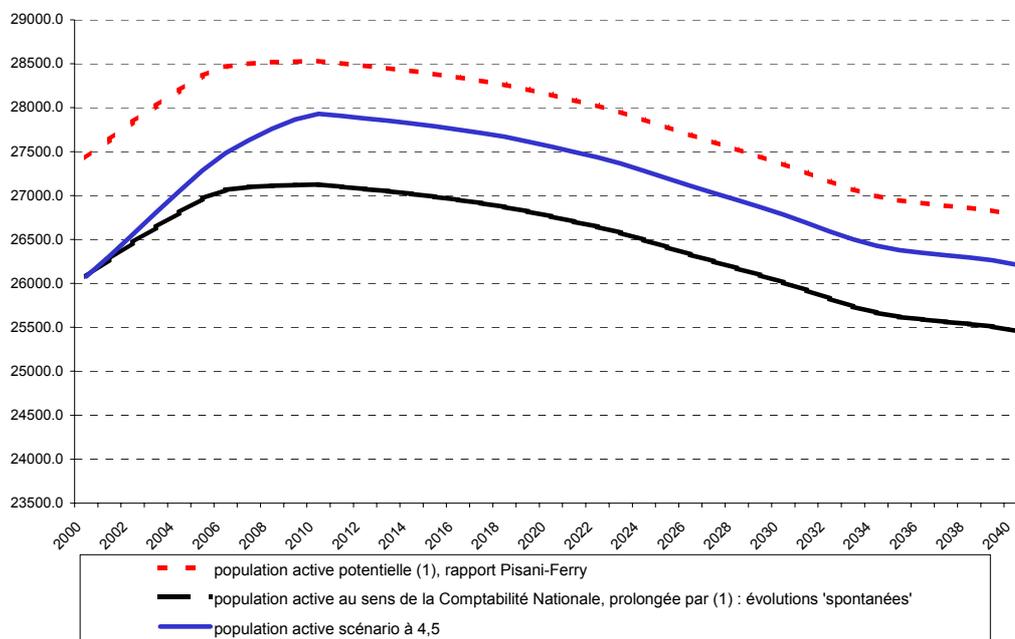
Dans la confection de scénarios macroéconomiques, on se heurte à des difficultés méthodologiques : si le concept de la Comptabilité Nationale apparaît pertinent pour cet objectif, c'est le concept de recensement qui est projeté. Prolonger le premier par les évolutions du second revient à supposer que ces deux concepts évolueront au même rythme dans le futur. Or il n'en a rien été par le passé : depuis le début des années 1990, la population active au sens du recensement a évolué plus rapidement que celle au sens du BIT.

Une difficulté supplémentaire se pose : les projections de l'INSEE, qui consistent à projeter des taux d'activité par âge et par sexe selon des lois logistiques, intègrent probablement *de facto* des effets de flexions structurels des taux d'activité: Elle ne sont cependant pas explicitement reliées à un certain contexte macroéconomique : il est de ce fait difficile de repérer la trajectoire du chômage sous-jacente à ce type de scénarios.

La DP fait ainsi le choix dans sa projection de prolonger la série de Comptabilité Nationale par les évolutions au sens du recensement, et d'intégrer des effets de flexions supplémentaires : ainsi, une partie de l'écart apparu entre les deux concepts est résorbée (cf. graphique 2).

Graphique 2

Evolution de la population active dans le scénario DP à 4,5% de chômage



***Le scénario proposé par la Direction de la Prévision table également sur des gains de productivité du travail plus dynamiques que dans les années 90.***

Cette remontée des gains de productivité par tête ne refléterait pas une accélération du progrès technique. Elle aurait une double origine :

- les mesures de baisse du coût du travail peu qualifié et la réduction du temps de travail épuiserait progressivement leurs effets favorables sur la croissance de l'emploi ; ces mesures s'étaient traduites depuis plusieurs années par une modération des gains de productivité par tête, phénomène dit « d'enrichissement de la croissance en emplois ». L'épuisement de ces effets aurait pour conséquence un retour des gains de productivité par tête à un rythme conforme à leur tendance de long terme.
- Une accumulation du capital toujours soutenue : le taux d'investissement avoisinerait 12% en 2004, ce qui est un niveau bien supérieur à celui observé durant la décennie 90.

Dans un tel contexte, les gains de productivité par tête, proches de 1% dans les années 90, s'élèveraient à 1,6% sur la période de projection.

Le relèvement des gains de productivité permettrait également une croissance plus rapide des salaires réels, sans peser sur les coûts des entreprises, et donc sans affecter les perspectives futures d'investissement et d'emploi : les salaires par tête évolueraient au rythme moyen de 1,6% en pouvoir d'achat dans le scénario de base, en ligne avec la productivité du travail. Entre 2001 et 2005, leur progression serait supérieure, de l'ordre de 1,8%, car la forte croissance des capacités se traduirait par des gains accrus de productivité du travail.

***Au total, les hypothèses retenues conduisent à une croissance de près de 3% jusqu'en 2005, et de***

*l'ordre de 2,5% jusqu'en 2010.*

**Tableau 1**  
**Décomposition de la croissance jusqu'en 2015**

<i>Evolutions annuelles moyennes</i>	2001-2005	2006-2010	2011-2015
ressources en main-d'œuvre (1)	0.7	0.1	-0.1
productivité du travail (2)	1.6	1.6	1.6
<b>croissance potentielle de long terme (3=1+2)</b>	<b>2.3</b>	<b>1.7</b>	<b>1.5</b>
progression du capital supérieure à la tendance de long terme (4)	0.4	0.3	0.0
baisse du chômage structurel et effets de flexions induits (5)	0.4	0.5	0.0
<b>croissance potentielle (=3+4+5)</b>	<b>3.0</b>	<b>2.6</b>	<b>1.5</b>
dont emploi	1.2	1.0	-0.1
dont salaires (en pouvoir d'achat)	1.8	1.6	1.6

***b) 2010-2040 : une croissance qui n'excède pas 1,5% par an.***

Après 2010 : la croissance connaîtrait une inflexion très marquée. Ce ralentissement trouve son origine dans deux facteurs :

- Des éléments de nature démographique : la population en âge de travailler commencerait à décroître à partir de 2010. Sous l'hypothèse d'une stabilité à un niveau élevé des comportements d'activité à cet horizon, la population active se mettrait à baisser.
- Des facteurs plus économiques : le taux de chômage ayant rejoint son niveau de plein emploi, les marges de croissance que confèrent l'amélioration de la situation du marché du travail se trouvent épuisées. Par ailleurs, le stock de capital est supposé à cet horizon s'ajuster aux inflexions de la croissance.

***En définitive, seules les évolutions de la productivité du travail viendraient alimenter l'activité entre 2010 et 2040. Sur cette période, la croissance n'excéderait pas 1,5%.***

**Tableau 2**

**Scénario central : retour au plein emploi en 2010**

<i>Evolutions annuelles moyennes</i>	2001-2005	2006-2010	2011-2015	2016-2020	2021-2025	2026-2030	2031-2035	2036-2040
ressources en main-d'œuvre	0.7	0.1	-0.1	-0.2	-0.3	-0.3	-0.3	-0.1
taux de chômage	7,0 en 2005	4,5 en 2010	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5
variation du chômage	-0.3	-0.5	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
population active	0.9	0.5	-0.1	-0.2	-0.3	-0.3	-0.3	-0.1
emploi	1.2	1.0	-0.1	-0.2	-0.3	-0.3	-0.3	-0.1
productivité du travail	1.6	1.6	1.6	1.6	1.6	1.6	1.6	1.6
stock de capital	3.3	2.6	1.5	1.4	1.3	1.3	1.3	1.5
<b>Croissance potentielle</b>	<b>3.0</b>	<b>2.6</b>	<b>1.5</b>	<b>1.4</b>	<b>1.3</b>	<b>1.3</b>	<b>1.3</b>	<b>1.5</b>
salaires (en pouvoir d'achat)	1.8	1.6	1.6	1.6	1.6	1.6	1.6	1.6
masse salariale (en pouvoir d'achat)	3.0	2.6	1.5	1.4	1.3	1.3	1.3	1.5
inflation	1.5	1.5	1.5	1.5	1.5	1.5	1.5	1.5

### 3 Une évaluation des incertitudes

Un tel scénario comporte naturellement de nombreuses incertitudes, et il est utile de jauger la balance des risques. Pour ce qui concerne les paramètres cruciaux de la projection, le risque paraît plutôt baissier sur la population active ; en revanche, il est peut-être haussier sur la productivité du travail.

#### *a) A moyen terme, l'amplitude des flexions à attendre est très incertaine*

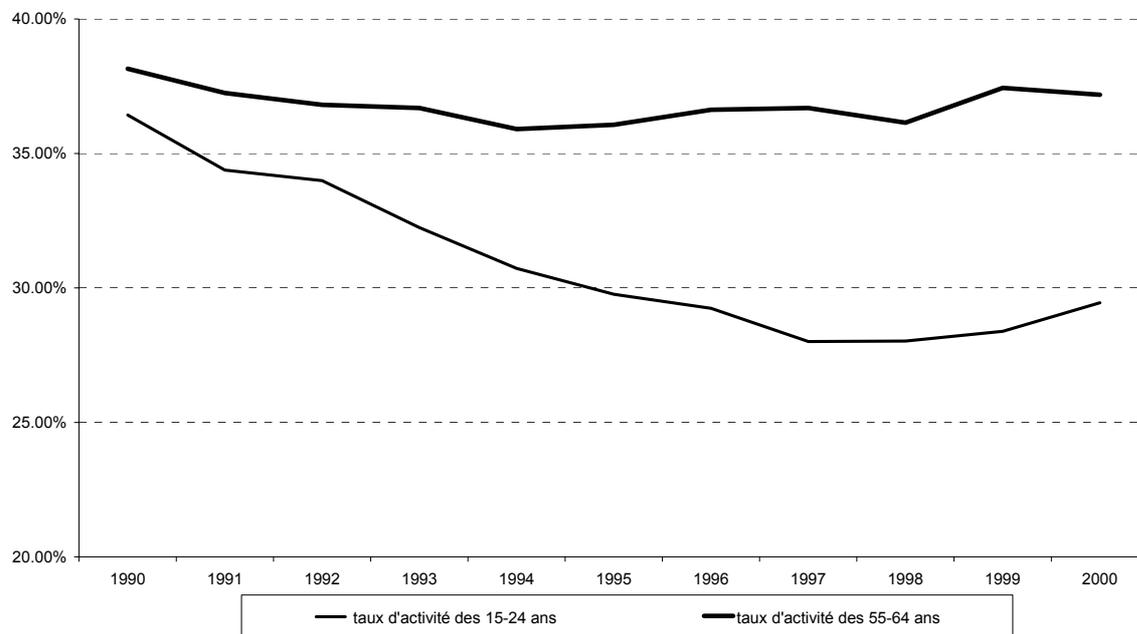
Les marges de croissance issues de la résorption du chômage sont cruciales entre 2005 et 2010, puisque sur cette période, les évolutions spontanées de la population active sont beaucoup plus modérées.

Le scénario de la DP incorpore une flexion relativement forte des taux d'activité, mais un tel effet paraît incertain. L'observation des années récentes, au cours desquelles le chômage a fortement baissé, est à ce titre éclairante. Ainsi, à en juger par les résultats des dernières Enquêtes Emploi de l'INSEE, certaines tendances à la remontée des taux d'activité semblent déjà à l'œuvre : c'est notamment le cas des jeunes. En revanche, les dernières données disponibles ne permettent pas pour l'instant de mettre en évidence une remontée sensible des taux d'activité des travailleurs les plus âgés. Elles incitent de ce fait à une certaine prudence.

***En termes de croissance, on peut chiffrer l'incertitude sur les flexions de population active à 0,5 point par an entre 2005 et 2010.***

### Graphique 3

Evolution des taux d'activité aux âges extrêmes



Source : Enquêtes Emploi, calculs DP

#### ***b) Une accélération plus nette de la productivité du travail ?***

La DP n'a pas intégré dans son scénario d'accélération des gains de productivité globale des facteurs : ceux-ci sont maintenus à leur tendance observée au cours des 20 dernières années, à savoir 1,0% par an.

Un scénario plus favorable, dans lequel le développement des nouvelles technologies et la diffusion du progrès technique se traduiraient par une accélération des gains de productivité de l'économie, pourrait être envisagé. Contrairement à une idée très répandue, l'exemple américain ne vient cependant pas forcément à l'appui d'un tel scénario. La question des évolutions de la productivité du travail a fait l'objet de nombreux débats aux Etats-Unis, et un certain consensus semble avoir émergé, sur le fait que les gains de PGF sont concentrés dans le secteur manufacturier et notamment le secteur producteur de NTIC. En revanche, l'accélération du progrès technique ne semble pas s'être pour l'instant diffusée dans les secteurs de services gros utilisateurs de NTIC. Ces éléments montrent que, si une accélération du progrès technique doit être observée en Europe, elle sera sans doute relativement faible, et mettra un certain temps à se manifester.